

L'instrumentalisation des ONG au Mexique en situation indienne et non indienne

Éric Mollard *, Eduardo Lopez **

«Celui qui éprouve de l'aversion pour les danseurs et veut les dénigrer se heurtera toujours à un obstacle infranchissable: leur honnêteté; car en s'exposant constamment au public, le danseur se condamne à être irréprochable; il n'a pas conclu comme Faust un contrat avec le Diable, il l'a conclu avec l'Ange: il veut faire de sa vie une œuvre d'art et c'est dans ce travail que l'Ange l'aide; car, n'oublie pas, la danse est un art! C'est dans cette obsession de voir en sa propre vie la matière d'une œuvre d'art que se trouve la vraie essence du danseur; il ne prêche pas la morale, il la danse!» (M. Kundera, *La lenteur*).

Introduction

Le Club des Croqueurs de Chocolat n'est pas une ONG; pourtant, un rien suffirait pour qu'il en devienne une. Son extrême spécificité, des membres cooptés, une création en 1981 et une indépendance affirmée¹ le rendent représentatif des relations sociales microscopiques qui, selon Gilles Lipovetski (1983), sont la marque de la post modernité. Cette «spécificité représentative» n'est d'ailleurs pas le moindre des paradoxes puisqu'une étincelle conduirait à projeter l'association dans le monde de la solidarité. Aussi quel épicurien ne culpabilise-t-il pas devant l'image d'un enfant affamé? De plus, l'expertise ès chocolats pourrait bénéficier à quelques coopératives ou PME du Sud pour créer un label ou une filière à haute valeur ajoutée. Enfin, un réseau ancré dans le monde du spectacle et de la restauration fournirait les bonnes volontés prêtes à assumer le lien intercontinental.

Cette amitié fondatrice dans une région productrice de cacao conduirait le croqueur impénitent à conjuguer plaisirs et solidarité, amitié dont témoignent les créateurs d'ONG [par exemple: Jaffré, 2004]. Elle concrétise des moteurs psychologiques jamais loin de l'hédonisme social et de la culpabilité humanitariste,

* IRD, UR Dynamique sociale de l'irrigation, Programme IRD-IMTA. Eric.Mollard@ird.fr.

** Département de Participation Sociale, IMTA, elopez@tlaloc.imta.mx.

1. <http://www.croqueurschocolat.com/>.

que cette dernière soit d'origine coloniale ou culturelle. Aussi le vécu virtuel d'une ONG souligne-t-il la facilité des projets, leur labilité éventuelle, un potentiel créatif dans des secteurs inexplorés et l'intimité avec le monde associatif. Cette ONG qui s'ignore signale par conséquent l'insuffisance des définitions coupées de la base sociale et indifférentes aux éléments psychosociaux qui alimentent, aujourd'hui encore, le succès des ONG.

Le plaisir hédoniste n'est pas la seule force qui lance les militants sur des fronts variés, parfois difficiles. Il illustre néanmoins l'enracinement des ONG dans le terreau social. De la même manière, la difficulté de définitions qui ne figent pas les ONG hors du processus social se pose dans les pays du Sud. Il en découle la question du parallélisme entre Nord et Sud ou bien de la dépendance du Sud envers le Nord. Sa position intermédiaire entre les pays les plus riches et les plus pauvres fait que le Mexique se prête au test du parallélisme. La densité de son tissu associatif est forte avec, cependant, un retard notoire en termes d'ONG. Ce décalage, qui montre le lien non univoque entre monde associatif et ONG, traduit l'enjeu d'une société civile en formation. La seconde question conduit à évaluer dans quelle mesure les ONG sont des pions dans un jeu où les acteurs sont historiquement instrumentalisés et instrumentalisants.

Afin de dégager les relations tissées entre ONG, société locale et institutions, nous détaillons deux situations de crise environnementale. La première situation concerne une agriculture paysanne relativement commerciale et la seconde une région d'agriculture indienne plus tournée vers l'autosubsistance. Ayant constaté que les initiatives locales étaient traitées politiquement dans la première situation, nous sommes amenés à supposer que des manipulations similaires ont cours dans la seconde, en particulier concernant les ONG, alors que ces dernières prétendent qu'elles viennent simplement combler le vide institutionnel sans s'ingérer dans la vie politique. La seconde hypothèse repose sur l'idée d'ONG peu soucieuses de politique, voire innocentes pour les plus techniques d'entre elles, qui peuvent devenir les proies de l'instrumentalisation. Le jeu d'autres ONG est au contraire plus nuancé sans toutefois parvenir à infléchir le contrôle politique traditionnel. Nous présentons en préalable la place des ONG dans l'histoire du pays.

Organisations civiles et participation sociale au Mexique

Alors que l'ONG du Nord est définie par la solidarité en taisant tout caractère politique [Ryfman, 2004], au Mexique, sa relation avec le gouvernement est ancienne, que l'association soit avec ou contre lui. L'incorporation explicite de la composante politique ne conduit pas pour autant à aplanir les difficultés. Définir une ONG au Mexique est une affaire délicate non seulement pour les instances officielles, mais aussi pour les chercheurs qui l'assimilent soit au monde associatif en général soit au seul secteur à gauche de l'échiquier politique [Mollard, 2005].

Quoi qu'il en soit, les ONG du Sud et du Nord partagent de nombreux éléments, mais leurs différences sont significatives. Dans les deux cas, elles s'enra-

cinent dans l'assistance relancée par le concile de Vatican II en 1965 et, du côté laïc, par la re-mobilisation des militants de mai 1968. On y rencontre la même crise envers l'autorité, de nature postmoderne au Nord et pro-démocratique au Mexique, crise qui a conduit les associations à revendiquer un rôle accru dans les décisions publiques. La différence est d'ordre psychosocial et politique: au Nord, la diversité du monde associatif reflète celle de l'opinion alors que, au Mexique, l'ouverture du régime autoritaire a été le facteur décisif, plus que la pauvreté ou les attentes sociales.

Décentralisation et participation sociale

La période qui suit la Révolution mexicaine se caractérise par de nombreux troubles civils jusqu'à la création du Parti National Révolutionnaire en 1929². Les demandes sociales sont alors de plus en plus canalisées par trois organisations corporatives³ contrôlées par le parti hégémonique alors que le pétrole, nationalisé dans les années trente, fournit l'essentiel des revenus de l'État. La réforme agraire massive des années trente contribue également à contrôler les masses paysannes pendant des décennies⁴. Dans les années soixante-dix le boom pétrolier suivi par la chute des prix et un endettement record constituent un tournant pour le parti unique. Les classes moyennes demandent à être entendues alors que l'idéologie révolutionnaire se fissure avec les mouvements paysans et la guérilla urbaine. Dans les années quatre-vingt, le parti unique se maintient au pouvoir par la fraude électorale et le contrôle des organisations syndicales. La corruption et le clientélisme minent la légitimité d'un régime qui, faute de moyens financiers et de la crédibilité nécessaire pour appliquer la loi, devient, par exemple, incapable de réguler la perforation des puits agricoles ou la pollution croissante.

Le libéralisme qu'impose le président Salinas de Gortari (1988-1993) accentue la crise du régime autoritaire. La signature d'un accord de libre commerce avec le Canada et les USA, l'abrogation de la réforme agraire et l'ouverture à la participation visent à accroître les financements privés et à re-légitimer l'action publique [Olvera, 2002]. La petite paysannerie en crise et l'abandon partiel des plus pauvres, deux secteurs que contrôlait le parti hégémonique, alimentent les migrations aux USA alors que les classes possédantes s'enrichissent, payant peu d'impôts et rétribuant de manière miséreuse le personnel selon un droit du travail et une protection sociale insignifiants.

L'autorité réelle, puis la légitimité et enfin l'autorité formelle du pouvoir révolutionnaire ont été successivement ébranlées. L'opposition s'organise et gagne des postes de gouverneurs puis la présidence en 2000. L'aboutissement du

2. Le Parti National Révolutionnaire devient le Parti de la Révolution Mexicaine en 1939 et enfin le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) en 1946.

3. Confédération Nationale Paysanne (CNC), Confédération des Travailleurs du Mexique (CTM) et Confédération Nationale des Organisations Populaires (CNOP).

4. Pour l'économie mexicaine entre les années trente et soixante-dix, voir: Bartra, Otero [1988]; Córdova [1986]; Rello [1986]; Warman [1985].

processus est, de fait, un changement de régime vers ce qu'on appelle, faute d'une orientation claire, la transition politique. Témoins des avatars du lien entre la société et ses dirigeants, les ONG se développent au gré des ruptures des dernières décennies [Cortés Ruiz, 1994; Gordon, 1997].

Les ONG dans la politique mexicaine

Le monde associatif mexicain manque cruellement de fonds et il recrute principalement dans le monde universitaire [Gordon, 1997]. La faiblesse de son assise populaire accroît sa dépendance envers les ONG internationales pourtant soucieuses d'apolitisme et envers le gouvernement. Leur instrumentalisation est inéluctable, que ce soit lors d'une loi fiscale ou lorsqu'une personnalité nationale crée une association dominante en termes de collecte financière qui peut marginaliser les ONG jugées moins fiables, inopportunes ou carrément subversives. Faute de confiance de la population dans les actions collectives, l'indépendance des ONG n'est pas acquise.

La transition politique n'a pas mis un terme au marquage politique. Jusqu'aux années soixante-dix, le monde associatif était partagé entre les Églises et le PRI, le parti hégémonique dotant les associations de quartiers et les corporations contre une promesse électorale. La flambée du prix du pétrole bouleverse le consensus, la non-gouvernementalité des nouvelles ONG traduisant moins l'indépendance vis-à-vis du gouvernement que le combat pour la démocratie. Arborant toutes les couleurs de l'opposition, les ONG se consolident dans les années quatre-vingt avec la crise économique, la gauche y ajoutant la lutte contre le libéralisme. Malgré la solidarité nationale après le séisme de Mexico en 1985, le regain de lutte au moment des présidentielles controversées de 1988 et l'émergence du mouvement zapatiste en 1994 dans le Chiapas, la politisation associative ne parvient pas à se concilier une opinion publique élargie alors que, dans le même temps, le parti hégémonique continuait à remplir l'espace social d'associations de toutes sortes [Jelin, 1994]. Ce double mouvement contradictoire entre opposition politique en construction et parti populiste omniprésent, stimulant et entravant en même temps le mouvement associatif, ne permet pas de restaurer la confiance de la population envers une quelconque forme d'action collective malgré des succès notoires en matière de surveillance électorale et de respect des droits de l'homme. De nos jours, l'assistance reste du domaine religieux et l'environnement n'a toujours pas produit de solidarité collective malgré une opinion sensibilisée [Mollard et Vargas, 2004].

Si le monde associatif reste circonscrit, son rôle de levier est pourtant essentiel dans la mobilisation sociale. Il explique en particulier le résultat chaotique des élections en période de transition. En effet, le multipartisme récent est loin de reposer sur des idéologies tranchées et des électorats captifs. Aussi États, municipalités, congrès locaux et gouverneurs sont-ils passés brutalement de la dominance du PRI à un parti de gauche pour aujourd'hui appartenir à la droite (ou dans un ordre différent), le parti actuellement au pouvoir voyant sa gestion

critiquée à l'extrême⁵. Dans l'État du Morelos par exemple, les associations, dont certaines viennent de Mexico tout proche, ont eu un rôle bref mais capital dans ces ruptures. La société s'est mobilisée en masse derrière des causes symboliques comme au temps de l'Indépendance et de la Révolution. L'opposition a capitalisé ces «jacqueries» urbaines [Quero, 2003], d'abord quand une communauté indienne s'est constituée en municipalité libre. Mais ces mouvements se sont aussi soudainement dégonflés quand les politiciens (de gauche) ont repris la situation en main. Depuis, les errements de gestion de la gauche ont accru les déceptions désormais capitalisées par la droite. Ces poussées de fièvre cycliques semblent incarner une transition durable sans générer plus de confiance envers les élus, les institutions et même les associations que sous l'ancien régime.

Curieusement, la victoire de la droite aux présidentielles de 2000 n'a pas amélioré le sort du monde associatif malgré les bonnes intentions. La volonté du nouveau président d'inclure les ONG dans l'action publique visait un double objectif: vassaliser une capacité évidente de mobilisation et concrétiser un lien social quand le nouveau pouvoir cherche désespérément à rompre avec le populisme. Malgré la loi sur la promotion des activités des organisations de la société civile votée en janvier 2004 ainsi que la disposition de la haute administration à ouvrir ses portes, l'absence de ressources a finalement conduit les ONG invitées à se démettre [Butcher, 2002].

La société civile n'est pas prête à apporter sa caution aux associations plus ou moins politisées. Ces dernières ne peuvent s'appuyer que sur le rejet populaire de l'autorité; elles ne peuvent revendiquer la légitimité de l'opinion publique même si l'aspiration démocratique et la sensibilité environnementale sont démontrées respectivement par les mobilisations et les enquêtes d'opinion. Le multipartisme a probablement exaspéré la méfiance populaire au niveau national. Il en va de même au niveau local avec la récupération politique de l'action associative.

Le monde associatif dans l'agriculture irriguée

La société civile demeure méfiante mais ses espoirs ne sont pas complètement déçus. Le désengagement de l'État amorcé dans les années quatre-vingt a en effet renouvelé les initiatives sociales qui, toutes, prétendent à l'indépendance. Sans être contrôlées comme autrefois, elles ne sont pourtant pas exemptes de récupération, non plus par le pouvoir fédéral mais par les acteurs issus de la décentralisation et de l'opposition.

Les initiatives locales

Sur les cinq États que compte le bassin du Lerma Chapala, deux sont en conflit ouvert depuis que le lac Chapala a atteint un stade critique. Le développement de l'agriculture irriguée principalement dans le Guanajuato participe au

5. Plusieurs gouverneurs ont été l'objet de motions de défiance de la part des congrès locaux.

déséquilibre hydrologique alors que le lac se situe dans le Jalisco. Or, les nombreuses commissions où débattent usagers, gouvernements locaux et administration fédérale n'ont pu parvenir à une solution effective. Si l'enjeu des économies d'eau sert de toile de fond, la transition politique a favorisé les initiatives à tous les niveaux ⁶. Dans le secteur de l'eau, nous distinguons 4 types: organisationnelles, revendicatives, gouvernementales et ONG ⁷.

Les initiatives organisationnelles sans interférence du gouvernement se sont multipliées dans les années quatre-vingt-dix. Dans le domaine de l'eau agricole, la loi de 1992 a ratifié la création d'associations d'irrigants autonomes en lieu et place de l'administration. Elles sont autorisées à se regrouper en unions qui autorisent endettement et vente de services. En 1996, le plus grand district d'irrigation du centre du pays crée son Union d'Associations ⁸ pour reprendre à son compte l'infrastructure primaire et diminuer la redevance versée à l'administration. Faute d'appuis politiques et industriels, d'autres districts d'irrigation n'ont pas créé ce type de rapprochement [Romero *et alii*, 2003].

L'Union d'Associations a rapidement gagné une réputation d'efficacité grâce à un personnel qualifié, une gestion sous le contrôle d'un directoire d'agriculteurs élus et des prestations opportunes à base de location de matériel aux associations. Elle sert aussi de relais pour négocier les projets avec les fonds d'aménagement régionaux. Sur le plan pratique, cette réputation résulte de la considération qu'elle concède aux associations membres. Aussi ne réhabilite-t-on plus un canal d'alimentation en commençant par l'amont et en s'arrêtant quand il n'y a plus d'argent, mais en pointillé pour que chaque association se rende compte de l'usage de son argent. La consécration régionale eut lieu quand le président de l'Union fut élu comme représentant de l'usage agricole de l'eau au conseil de bassin.

L'Union prétend au statut de chambre d'agriculture régionale et, à ce titre, elle appuie d'autres initiatives. Aussi est-elle membre fondateur de l'Association pour l'Agriculture Durable et le Semis Direct (Asosid) dans le but de vulgariser une technique de semis sans labour qui économise l'eau d'irrigation. Ce type d'alliance où chacun des adhérents a un rôle parfaitement délimité est inédit au Mexique (tab. 1).

6. Au niveau national, petits commerçants et agriculteurs ont créé un mouvement pour renégocier leurs dettes suite à la dévaluation du peso. Le mouvement «Les Agriculteurs n'en Peuvent Plus» (*El Campo no aguanta más*) cherche à renégocier la politique agricole du Mexique au sein du Traité de Libre Commerce (signé avec les USA et le Canada) sans récupération par les partis ou les syndicats officiels [Torres, 1998; Grammont, 2001].

7. Certaines associations professionnelles revendiquent le label ONG. Nous les avons incluses parmi les initiatives organisationnelles.

8. Société à Responsabilité Limitée.

Tab. 1 – Composition de l'Asosid

Membre	Mandat	Adhésion formelle	Rôle dans Asosid	Personnel affecté à plein temps
Secrétariat du Développement Agricole Guanajuato	Politiques de Développement agricole	NON	Leader Financement	1 (Gérant)
Union des Associations d'Irrigation	Gestion de l'eau Services agricoles	OUI	Vulgarisation et gestion du matériel de semis direct	9
Cimmyt/Cirad	Recherche agronomique internationale	OUI	Recherche participative	5
Inifap	Recherche agronomique nationale	NON	Évaluation des rotations agricoles	0,2
FIRA	Fonds de Développement Rural	NON	Personnel de vulgarisation via la SRL	0
Fondation Guanajuato Produce	Financement de la recherche agronomique et de la valorisation	OUI	Financement	0
Compagnie Monsanto	Produits agricoles et assistance technique	OUI	Co-parrainage de la diffusion	0

Source: Triomphe *et alii*, 2003.

Une troisième association, le Groupe Technique de Planification Agricole Intégrale (GTPAI), a été créée à l'instigation d'un agriculteur résidant à l'aval du bassin. La région souffrant davantage de la sécheresse, le groupe promeut des cultures moins exigeantes en eau d'irrigation. Le projet est original à maints égards: il s'adresse à l'ensemble du bassin et rompt avec la vulgarisation classique pour garantir d'abord les débouchés. Pour négocier avec les acheteurs de l'agroalimentaire, le groupe s'est allié avec l'administration de l'agriculture qui facilitait l'accès aux entrepreneurs et négociait des prix garantis pour ce type de productions. On notera que l'Asosid et le GTPAI se sont mis en place dans les nouveaux lieux de la convivialité rurale que sont respectivement l'Union et le Conseil de Bassin. Les liens qui en résultent ne sont pas sans rapport avec la politique locale.

Les initiatives gouvernementales sont aussi nombreuses que sous l'ancien régime, le label devenant plus «citoyen» ou «participatif». Dans le domaine de l'eau, ce type inclut les Mouvements Citoyens pour l'Eau, les Comités de Gestion des Eaux Souterraines ainsi que les Conseils de Bassin. Par ces trois créations, le gouvernement fédéral souhaitait instaurer un partenariat local avec le grand public et les usagers. Le Mouvement Citoyen pour l'Eau de la ville de Salamanca, que préside le gérant de l'Union, rassemble ONG, industriels, opérateurs d'eau potable et agriculteurs. Chaque nappe phréatique est dotée d'un

Comité de Gestion des Eaux Souterraines qui dispose, dans certains États, de ressources substantielles pour acquitter le salaire d'un gérant technique et d'une secrétaire, ainsi que les frais d'un véhicule et d'une location de bureau. Quant aux conseils de bassin, les rares qui fonctionnent sont largement politisés, cette politisation contribuant justement à leur visibilité et à leur fonctionnement [Mollard, Vargas, 2002]. Malheureusement, le manque de projets identifiés et d'indépendance, ainsi que l'immédiate opposition d'intérêts lors des réunions inaugurales, ont bloqué ces initiatives pilotées. À plus long terme, la multiplication des innovations officielles pour consulter la population perpétue la méfiance dans l'opinion et bloque les demandes quand la crise environnementale pousserait les citoyens à agir.

Les mouvements revendicatifs confirment l'usage politique d'initiatives sociales pourtant jalouses de leur indépendance. Ainsi, le président de l'Union d'Associations fut contraint de prendre la tête d'une occupation de barrage car sa base exigeait une action concrète pour s'opposer aux lâchers d'eau destinés à restaurer le lac Chapala en 2003. Inversement, quand d'autres agriculteurs affrontèrent la police pour empêcher qu'une ville de la région puise dans les nappes phréatiques surexploitées, ce mouvement ne reçut nul appui de l'Union. On va voir que cette différence d'attitude révèle les liens qu'a développés l'Union avec le gouvernement local.

Le dernier type d'initiative concerne les ONG que nous traitons plus loin car elles présentent une certaine autonomie par rapport aux 3 premiers types qui sont partiellement interconnectés. On a vu que le président de l'Union a été forcé de conduire un mouvement de revendication classique et que le gérant de l'Union était le président du Mouvement Citoyen pour l'Eau de Salamanca. On assiste donc à un mélange de pratiques nouvelles et anciennes qui résultent de l'ancien régime corporatiste et de la transition. Il demeure une constante: la récupération politique des initiatives selon, toutefois, des principes moins corporatistes et davantage liés aux nouveaux acteurs issus de la décentralisation.

La récupération des initiatives

Le «capital social» considéré comme une capacité à développer des associations opportunes, indépendantes et durables se manifeste davantage lors d'un désengagement institutionnel. Au Mexique, les associations ont rompu avec l'assistance et le contrôle de l'ancien régime, mais leur succès suscite toujours la convoitise.

Les nouvelles initiatives sont soumises à la politique selon un mode inédit. Si le GTPAI et les mouvements revendicatifs locaux⁹ n'ont pas été récupérés, c'est que le succès a été trop rapide pour susciter un intérêt à long terme de la part de la politique locale. En revanche, l'État de Guanajuato a réussi deux récupérations. Pour l'Asosid, le gouvernement de l'État, en tant que membre fondateur, a

9. Le mouvement Pour l'Amélioration de l'Agriculture a obtenu auprès du Congrès des subventions pour l'électricité agricole, le diesel agricole et les engrais.

conduit une «OPA» en prenant en charge les dépenses de l'association. Cet intérêt était de nature politique pour afficher un succès notoire dans le bilan du gouvernement et capter l'électorat agricole. Malheureusement, cette stratégie marginalisait la recherche agronomique participative pour revenir à une vision classique fondée sur la diffusion d'information technique plus rentable en terme électoral.

De la même manière, le succès croissant de l'Union a attisé l'intérêt de la classe politique. Nous avons signalé l'intervention du gouvernement local et des industriels au moment de sa formation, immixtion jamais démentie depuis. D'une part, le gouvernement local acquis à l'opposition au début des années quatre-vingt-dix avait besoin d'un relais parmi les petits agriculteurs et, d'autre part, les compagnies exportant des produits maraîchers y voyaient un double avantage: substituer l'eau souterraine avec l'eau de barrages meilleur marché ¹⁰ et utiliser l'Union comme tremplin pour les candidats défendant les grands propriétaires. Aussi n'est-il pas surprenant que le président de l'Union soit devenu un proche du gouverneur et des gros producteurs ¹¹ et comprend-on alors sa réticence à soutenir l'occupation du barrage ou encore les agriculteurs qui refusaient les pompes urbaines dans une nappe surexploitée.

Qu'elles s'appellent ONG ou pas, ces associations sont devenues des entités représentant les intérêts des usagers qui assurent leur financement et, pour partie, leur indépendance. Le succès, qui résulte de projets explicites, suscite des convoitises qui peuvent en modifier la dynamique. Parallèlement, les «coquilles vides» pilotées par le gouvernement, sans financement pour des projets parfois absents ne sont pas durables. Un quatrième type d'interventions concerne les ONG environnementales dont l'analyse complète le panorama de l'instrumentalisation politique.

Le jeu des ONG environnementalistes

Les ONG environnementalistes se situent entre instrumentalisation et marginalisation. Parmi les trois réseaux d'ONG identifiés dans la même région du Lerma Chapala, le premier promeut des petits ouvrages anti-érosifs dans le haut bassin. Présidée par une étrangère, une ONG pivot redistribue des fonds en provenance des USA. L'approche, de nature communautariste, repose sur les mérites supposés des communautés que formerait chaque village. Les présidents des municipalités bénéficiaires sont clairement intéressés par l'aspect financier des projets alors que d'autres ont carrément refusé toute coopération. Ce réseau a cherché à élargir son influence en participant au Mouvement Citoyen de l'Eau.

Un second groupe d'ONG concerne la protection du lac Chapala. Bien que le lac soit à moins de vingt kilomètres de Guadalajara, la deuxième ville du pays, l'effectif de militants est réduit. Il s'agit moins d'un refus que d'une méfiance

10. L'association décide ou non de faciliter cette substitution, les grands propriétaires utilisant d'ailleurs d'eau souterraine.

11. Au point de se faire promettre le poste de secrétaire du département d'agriculture de l'État.

envers la manipulation et la personnalisation de ces groupes [Ramirez *et alii*, 2003]. En effet, plusieurs associations défendent le point de vue du gouverneur du Jalisco et la presse locale a annoncé des avis de marche pour la défense du lac sans que les mouvements déclenchés soient importants.

La configuration associative est loin d'être claire. Les contestataires sont issus du cercle universitaire auxquels s'adjoignent les inévitables nimby¹², c'est-à-dire la population directement affectée par les projets ou les riverains du lac. La lutte est parfois feutrée car les universitaires peuvent toujours être licenciés sous la pression du gouverneur. Chaque groupe cherche alors à se concilier les ONG internationales. Dans ces alliances ponctuées de retournements inattendus, les compromis provisoires sont mis à profit par le gouvernement de l'État pour afficher sa détermination lors des grandes manifestations écologiques¹³. Pour ne pas être en reste, l'État voisin du Guanajuato, qui refuse les lâchers pour le lac Chapala, a opté pour une autre stratégie internationale en s'appuyant sur la protection Ramsar des lieux humides. Finalement, l'Église a eu le dernier mot en matière d'environnement car les pluies, même exceptionnelles, sont plus sûres que les négociations: le pèlerinage inédit de la Vierge de Zapopan sur les bords du lac a produit le miracle escompté en 2003 même s'il s'est soldé par des inondations exceptionnelles (il est vrai qu'elles se sont produites dans le Guanajuato à l'amont).

Sans être totalement politisée, la défense du lac est l'objet de manœuvres et de rumeurs qui finissent par éroder la légitimité des associations. Tout autre est le troisième groupe d'ONG qui gravitent autour de la Société Audubon de protection des oiseaux. La pollution chronique par les tanneries de la ville de León a produit, en 1995, une hécatombe chez les canards migrateurs. La nouvelle serait passée inaperçue sans la dénonciation par cette société, au côté de deux ONG nationales, auprès de la commission environnementale internationale¹⁴. Les instances gouvernementales sont alors intervenues massivement¹⁵: l'administration fédérale de l'eau¹⁶ réalisa les analyses alors que l'État du Guanajuato demandait ultérieurement l'expertise de la société pour décontaminer la retenue d'eau incriminée. Si la société civile ne s'est pas sentie concernée, les dirigeants ont déployé une hypersensibilité explicable: c'était le prix à payer pour éviter de se mettre en contradiction avec les discours formels de protection de l'environnement. La dénonciation a donc joué un rôle de catalyseur et l'ONG n'a pas été instrumentalisée directement; tout au plus fut-elle sollicitée pour donner une expertise même si la cause de la pollution n'est toujours pas éradiquée neuf ans après.

12. «*Not in my backyard*».

13. Pourtant, l'État du Jalisco est celui qui dépense le moins en matière environnementale [Institut National d'Écologie, 2003].

14. Créée pour éviter les effets du Traité de Libre Commerce sur l'environnement.

15. Un autre facteur s'est ajouté à cette hypersensibilité. En effet, la municipalité concernée par la pollution, San Francisco del Rincón, était celle du gouverneur du Guanajuato de l'époque devenu depuis président du Mexique.

16. Commission Nationale de l'Eau.

En conclusion, le terrain d'une agriculture commerciale révèle la nature politique des actions menées autour de l'eau. Si le jeu est simple, son résultat est difficilement prévisible du fait des ressources mobilisées par les acteurs auprès d'institutions plus ou moins réceptives. En revanche, la lecture du jeu *a posteriori* ne laisse aucun doute quant aux objectifs poursuivis: défense d'intérêts locaux à court terme pour les groupes de pression traditionnels et opportunité politique pour les gouvernements, les élus locaux et les administrations, y compris les candidats non encore déclarés avec, parfois pour les nouveaux acteurs, une dose d'utopie qui peut déboucher sur des réalisations remarquables. Dans un contexte où l'opinion publique est «environnementalement» sensible mais politiquement inexistante, les décideurs officiels, engagés dans des luttes intestines, ne s'engagent guère dans les causes d'intérêt public au-delà des échéances électorales. À plus long terme, l'inexistence de cette opinion publique et la faiblesse des ONG qui en sont le bras séculier expliquent l'oubli des promesses. D'un régime à l'autre, la politisation fait partie du jeu social et, en bien ou en mal, les initiatives sociales n'en sortent pas indemnes. On peut s'interroger s'il en va de même pour les ONG typiques qui interviennent en région indienne.

Le rôle politique des ONG dans le contexte indien: utopie universitaire et clientélisme communautaire

La vallée de Patzcuaro réunit les ingrédients du haut lieu touristique: un lac mythique avec son île symbolique dans un écrin forestier parsemé de villages typiques purépécha. Les mêmes ingrédients sont à l'origine d'une grave crise environnementale qui perdure malgré les interventions croisées des autorités et des ONG: l'écrin forestier est percé de toutes parts entraînant une dégradation des versants; l'île devient presqu'île par comblement et rétrécissement du lac; les villages sont pollués par les eaux usées et les restaurants touristiques ne proposent plus de poisson pour cause de surexploitation du lac [Lopez *et alii*, 2000; Reyes, 2003].

La crise environnementale à Patzcuaro repose sur des facteurs structureaux comme la pauvreté, l'éducation et «l'insolvabilité» gouvernementale. Il en résulte une émigration croissante, l'exploitation forestière clandestine, la surexploitation des ressources du lac, l'ignorance de la loi ou encore la déficience des équipements d'assainissement [Lopez, 2000; Nuñez, 1989]. Plus curieuse est l'absence d'information qu'allèguent les auteurs de certains diagnostics environnementaux. Les témoignages sont certes poignants avec, par exemple, des pêcheurs ignorant la réglementation sur les mailles de filet et les périodes de fermeture de la pêche. Pourtant, plusieurs centaines d'ateliers éducatifs ont été organisés dans les villages depuis 20 ans. Le contexte était donc fertile pour les ONG qui ont rapidement obtenu une clientèle parmi les communautés¹⁷ au point d'envisager une «symbiose»: les acteurs se connaissent, ils se justifient sans renouvellement

17. Pour la socio-anthropologie de la zone purépécha, voir: Vázquez, León [1986]; De la Peña *et alii* [1987]; Espin, Jaime [1985].

et leurs programmes sont devenus routiniers. Si la surdose en ateliers participatifs conduit au classique symptôme des 3 attitudes: apathie, refus ou sympathie, l'assistance aux réunions est assurée grâce à l'en-cas, voire le repas complet, qui est devenu un rituel. Dans ce socio-système fermé, les relations institutionnelles sont cruciales.

Interventions d'ONG et demande sociale

Les ONG actuelles s'installent dans la vallée de Patzcuaro en 1980 et, aujourd'hui, quatre d'entre elles se partagent la plupart des interventions (tab. 2). S'y ajoutent des micro-ONG, comme le Groupe Huari, et des interventions extérieures ponctuelles. Les 4 ONG n'occupent donc pas un monopole et ne sont concurrentes ni pour les thèmes d'actions ni pour les financements.

Deux événements majeurs ont conditionné leur pérennité dans la vallée. Ce fut d'abord l'opposition au projet d'une centrale nucléaire qui est à l'origine de CESE et d'ORCA, qui ont évolué vers l'éducation environnementale. Plus tard, ce fut l'intérêt porté par le ministère de l'environnement à quelques lieux symboliques dans le pays au début des années quatre-vingt-dix. Autour d'un groupe d'universitaires de Mexico, est lancé un ambitieux projet de diagnostic intégral qui débouche en 1996 sur le Plan Patzcuaro 2000. Celui-ci ambitionne de contribuer «au sauvetage écologique et socioculturel, à l'autosuffisance régionale et locale, à la participation démocratique (...), au renforcement des instances locales et régionales et à l'autogestion politique et sociale» [Toledo *et alii*, 1992]. L'alliance entre ONG et ministère est facilitée puisque tous officient dans la même université. Ultérieurement, l'application du Plan est financée par le PNUD dans le cadre d'une Coordination Sociale pour le Développement Durable du Lac de Patzcuaro qui réunit un noyau composé du ministère, des ONG, des municipalités et de l'université, ainsi que d'une périphérie formée par les représentants d'autres ministères (agriculture, Commission Nationale de l'Eau...) et des agences de l'État du Michoacán (eau, forêt, agriculture). Les nouvelles formes de travail ciblent la conscientisation plus que les incitations économiques, considérées comme le terreau du paternalisme, de la dépendance et de l'inefficacité¹⁸.

Instrumentalisation ou vide institutionnel?

Les critiques classiques ont été adressées au collectif: faible efficacité, évaluation déficiente, indifférence envers les demandes sociales pourtant explicites (développement de la floriculture, généralisation de l'accès à l'eau potable, écotourisme) ou encore ONG personnalisées à la limite de l'entreprise privée. De plus, un conflit léger mais portant sur une question de fond les a opposées au ministère de l'environnement quand le gouverneur de l'État, avec l'appui du président de la République, décida en 2002 de lever l'interdiction d'usage des

18. <http://tariacuri.crefal.edu.mx>.

Tab. 2 – Le partage des tâches entre les ONG à Patzcuaro

ONG	Date	Fondateurs	Thème initial	Évolution thématique	Derniers financements	Liens avec gouvernement	Liens avec communautés
CESE (Centre d'Études Sociales et Écologiques)	1983	Universitaires de Mexico (UNAM)	Contre usine nucléaire	Atelier et diplômes (public spécialisé) de formation environnementale	PNUMA Ministère de l'Environnement (Semarnat)	Ministère de l'Environnement (Semarnat - Patzcuaro 2000)	Quelques communautés et leaders locaux
ORCA (Organisation riveraine contre la pollution du lac de Patzcuaro)	1980	3 autodidactes	Contre usine nucléaire	Protection des ressources naturelles et formation	IMTA	IMTA	Grande capacité de convocation régionale
GIRA (Groupe Interdisciplinaire de Technologie Rurale Appropriée)	1985	Universitaires de Mexico (UNAM)	Technologie appropriée pour l'utilisation des ressources naturelles	Cuisinière économe en bois Énergie	Shell Expertise Commission forestière locale	International national et État	50 communautés
SAED (Services Alternatifs pour l'Éducation et le Développement)		Universitaires de Mexico (UNAM et Chapingo)	Organisation des producteurs pour l'usage des ressources naturelles	Aménagement et organisation communautaire	Expertise auprès des communautés PNUD	États du Michoacán et du Guanajuato	Quelques communautés
Fondation Gonzalo Rio Arronte		Donation privée	Santé, Eau et Protection de l'Environnement		Donation privée	Contrat avec Institut Fédéral de Technologie de l'Eau	NON
Huari	1989	Une fonctionnaire administrative d'État	Information et organisation des femmes	Projets pour l'administration locale (SedeSo)	Belgique	Administration locale (SedeSo)	Une communauté

filets illégaux et gracia les auteurs ayant séquestré les fonctionnaires fédéraux qui les avaient confisqués.

Au vu des pratiques d'interventions et du fait de leur indépendance financière, il est exclu que les ONG servent directement des objectifs cachés au profit des institutions, en particulier le gouvernement de l'État du Michoacán. Il est également exclu que les ONG pallient le vide institutionnel et l'absence de moyens financiers et humains de la part des gouvernements car les institutions publiques sont omniprésentes au Mexique, comme on l'a vu dans l'analyse précédente. En fait, l'instrumentalisation a bien lieu, mais elle n'est pas directe comme celle pratiquée dans l'État du Guanajuato (voir chapitre précédent). Cela expliquerait pourquoi le gouvernement du Michoacán laisse opérer les ONG sans tenter de récupérer leurs succès. Pour le démontrer, nous précisons d'abord les relations internes aux ONG pour ensuite aborder leurs rapports avec les instances gouvernementales.

Le paternalisme a envahi la scène, non pas du fait de la personnalité des intervenants, mais à cause des relations tissées entre les bailleurs, les militants et les ONG¹⁹. Ce monde fermé vit au gré des financements obtenus par les universitaires. Ce groupe partage une vision du monde, une utopie sans que ce terme ait une connotation péjorative, qu'il essaye de pratiquer dans une région symbolique. Le contact avec la réalité n'a changé ni l'idéal ni la manière d'aborder les problèmes: les résultats non conformes à ceux escomptés ont conduit à déplacer les stratégies, mais pas les présupposés qui résultent de (et conditionnent) la méconnaissance de la société *purépecha* dans le cadre politique des institutions officielles. Comme il est hors de question de culpabiliser les communautés, fondement du dogme, la stratégie de développement s'adapte aux orientations et financements internationaux pour viser l'approche intégrale et l'éducation. Bien évidemment, l'approche intégrale ne pouvant jamais être appliquée en intégralité, la justification des échecs futurs est déjà inscrite dans le concept.

Le financement récent d'une opération «intégrale» est symptomatique des routines produites dans ce monde clos. En 2004, une fondation philanthropique a voulu mettre un terme aux échecs chroniques tels qu'elle les percevait. Les maîtres mots furent «professionnaliser» et «intégraliser» avec ce qui se fait de mieux en la matière. Mettant en concurrence les candidats, elle choisissait un institut fédéral de recherche spécialisé sur l'eau. Le million de dollars annuel sur cinq ans étant alléchant, l'institut mobilisa les compétences de ses chercheurs, mais, dès le démarrage de l'opération, l'évaluation est déjà compromise. En effet, l'institut a proposé un programme détaillé de chantiers à la fondation qui, l'ayant agréé, redevient responsable de l'efficacité des opérations menées par un tiers. Or, l'argent de la fondation est à dépenser sans engagements vis-à-vis de la société *purépecha* ni de feu le donateur du legs. Au mieux, elle peut prendre acte que les actions ont été convenablement menées. De plus, les chantiers ont repris les routines des ONG avec ateliers participatifs et éducatifs. Les demandes locales

19. Nous excluons de cette liste les communautés considérées comme de simples bénéficiaires.

restent ignorées car elles sortent du programme fixé et des compétences de l'institut. On aurait pu imaginer que l'expertise des ONG issue du plan Patzcuaro 2000 allait être mise à profit. En fait, la seule qui fut consultée l'a été pour sa capacité de convocation, c'est-à-dire par un agenda de contacts en mesure de faciliter le rapprochement avec les communautés²⁰.

L'institut de recherche ne se distingue des ONG ni pour les programmes ni en ce qui concerne leur évaluation. L'utopie est certes d'une autre nature avec l'absence d'ancrage local, mais les supposés scientifiques et communitaristes sont identiques. La même distance envers les communautés et les financiers conduit à des errements analogues qui rappellent d'ailleurs la grande époque du développement orchestré par la Banque mondiale ou par les gouvernements. Cette intervention intégrale illustre les difficultés pour sortir des schémas préconçus dans la matrice des relations institutionnelles sans coordination autre que le réseau des amitiés préexistantes et de financements impressionnistes. L'indépendance des ONG, qui est un leurre sur le plan politique (voir plus loin), condamne toute possibilité d'évaluation extérieure et toute coordination. La seule autorité qui a été reconnue, et qui fut partielle car la solidarité fut provisoire, résulta du plan Patzcuaro 2000: elle reposait sur la hiérarchie issue du moule universitaire.

Malgré les apparences de monde clos, les relations avec les organismes gouvernementaux ont été décisives. Ce fut le financement fourni par le ministère de l'environnement, puis les compétences mobilisées par l'institut de recherche. Il convient toutefois de revenir sur les autres administrations, présentes aux réunions mais sans réelle implication. Ce défaut d'intervention résulte de plusieurs éléments. D'abord, la prudence des fonctionnaires est évidente quand l'incohérence règne, comme en témoigne la remise des peines. Cette prudence souligne, ensuite, l'absence de pouvoir réel du ministère de l'environnement au sein de l'administration et cette faiblesse est la conséquence du traitement politique des programmes réalisés par les autres administrations auprès des municipalités.

La réalisation du plan Patzcuaro 2000 a été facilitée par l'affiliation politique du gouverneur et du gouvernement fédéral de l'époque. Aujourd'hui, les partis sont différents et une méfiance mutuelle conduirait probablement à accuser une intervention fédérale d'ingérence. Or, comme les ONG ont confirmé leur apolitisme, leur pérennité est assurée. Il y a donc instrumentalisation par l'autorisation donnée aux ONG d'intervenir sous la condition expresse de ne pas interférer avec les processus de contrôle politique de la région *purépécha*, la politique indigéniste étant prise au sérieux au Mexique bien avant les événements du Chiapas. L'innocence des ONG explique leur inefficacité et leur pérennité.

L'acceptation des ONG résulte du pragmatisme du gouvernement local. Non seulement le thème de l'environnement ne gêne pas son action, mais encore un refus le placerait en contradiction avec un discours lourdement environnementa-

20. Autres curiosités: l'institut redéployait le fourneau économiseur de bois alors que le GIRA en est le spécialiste depuis des années: les experts refusaient aussi l'expérience des ONG pour définir les critères de durabilité du bassin.

liste. Par ailleurs, la responsabilité des échecs est reportée sur les ONG. Certes, les succès échappent au gouvernement, mais ils semblent peu probants. Finalement, le gouverneur a trouvé des alliés quand il a levé l'interdiction sur les filets destructeurs. En contrepartie, les ONG ne doivent pas interférer avec la filière politique qui gère aides, programmes et comités via les municipalités.

Le petit monde de Patzcuaro inclut les institutions qui surveillent les ONG et cadrent leurs interventions techniques et écologiques. Il leur est impossible de prendre en compte les demandes locales qui font l'objet du traitement politique. Les deux mondes sont parallèles, l'apolitisme revendiqué de l'un étant sous le contrôle de l'autre. À titre d'exemple, un conseil de bassin est actuellement en cours de discussion pour la vallée. Le gouvernement local préconise un comité sur la base des municipalités, c'est-à-dire sur les leaders traditionnels sans prise en compte des usagers. Il ne faut donc pas s'étonner que, là non plus, l'expertise des ONG ne soit pas jugée opportune.

L'instrumentalisation existe mais elle est indirecte. Ce type de problèmes qualifié de pervers dans la littérature (*wicked problems*), dont font état planificateurs et médiateurs, n'est pas le seul. Ainsi les pêcheurs feignent l'ignorance quand l'administration confisque les filets car ils savent compter sur des ONG paternalistes qui ne peuvent que les défendre sous peine de se contredire. Un troisième problème pervers tient au fait que les ONG sont devenues le confident de la population qui ne trouve pas d'oreilles attentives au sein de la politique locale. Or, ce second clientélisme bride les initiatives locales puisque la médiation ne se concrétise jamais. Cela expliquerait que, dans une vallée dont la crise est aussi aiguë que dans le bassin Lerma Chapala, la transition politique ne se concrétise pas en associations.

Définir une ONG au Mexique

La variété des relations, directes et indirectes, tissées entre le monde associatif et les acteurs traditionnels conduit à identifier leur nature psychosociale et politique. Aussi le premier débat concerne-t-il la définition des ONG au Mexique, définition qui doit envisager non pas la seule période en cours, mais le potentiel «toutes choses égales par ailleurs» qu'évoquait en introduction le club de croqueurs de chocolat. Quant au second débat, il renvoie à la contradiction dans laquelle se débattent les ONG: doivent-elles rester honnêtes jusqu'à l'innocence pour continuer à revendiquer la légitimité de l'opinion, comme l'incarne le danseur de Milan Kundera, ou bien doivent-elles passer au prêche, à la morale et donc afficher leur volonté d'ingérence?

La psychosociologie du croqueur de chocolat

Le parcours dans le monde associatif mexicain ne prétend pas à l'exhaustivité, bien difficile à capter au demeurant. La variété de l'échantillon est toutefois suffisante pour contredire les catégories figées par les instances internationales

qui recherchent les ONG visibles, instrumentales et «instrumentalisables» et qui perdent de vue la ramification des réseaux, ainsi que la spécificité, les difficultés et la dynamique des ONG du Sud. Les essais de caractérisation formelle omettent le fait que le monde participatif suit les lois classiques du jeu social avec des acteurs qui, en première instance, visent la défense d'intérêts, l'utopie idéologique et le calcul politique et, en seconde instance, sont animés par le désir, lequel commande largement les perceptions. Politique et représentations sociales sont deux facteurs nécessaires pour définir les ONG.

Étant donné que la gourmandise est universelle, l'indicateur de cette «psychopolitique» pourrait être la présence des clubs de croqueurs de chocolat. Au Mexique, la composante psychologique est moindre faute d'épaisseur de l'opinion, et les ONG résultent plus des ruptures politiques que de la recherche de nouvelles sociabilités ou de l'acuité des urgences sociales. S'ensuivent des tentatives de récupération par les entreprises, par les gouvernements et par les autres ONG, reproduisant au niveau national les processus régionaux et internationaux. Or, la réduction des règles générales à quelques présupposés aboutit à une confusion dommageable. Par exemple, l'incompréhension de la perméabilité des catégories: gouvernementales, privées et associatives conduit à la renvoyer au rang de l'exception. L'incompréhension devient opacité quand on oppose les ONG du Nord et du Sud sur des critères formels. La définition d'une ONG doit être de nature ontogénétique en l'inscrivant dans les moteurs et les règles classiques du jeu social, même si ce jeu présente des variantes inédites.

Les quatre ONG de la vallée de Patzcuaro illustrent le cadrage de leurs interventions et leur alliance de fait avec le gouvernement local. La symbiose est un gage d'immobilité. Comme le bassin Lerma Chapala présente une configuration inverse dans un contexte environnemental aussi alarmant et une transition politique aussi prometteuse, cette divergence permet de préciser le rapport qui prévaut entre le succès associatif et la politique, même si les critères du succès restent à définir.

C'est ainsi que, dans les débats internationaux²¹, la politisation, définie comme la prise en compte et la résolution des problèmes collectifs dans le débat public traditionnel, redevient la voie qui peut prétendre à une certaine efficacité. Les exemples analysés tendent à confirmer cette relation entre politique et succès, la relation étant d'ailleurs à double sens. Ainsi, des associations comme Asosid ou l'Union des associations d'arrosants, dès lors qu'elles connaissent un certain succès, sont l'objet d'une récupération par les gouvernements locaux. Inversement, le succès de la société Audubon tient à la médiatisation, aux implications politiques, d'une dénonciation auprès de la célèbre Commission de Coopération Environnementale de l'Amérique du Nord.

Inversement, l'instrumentalisation indirecte des ONG à Patzcuaro montre que leur apolitisme est politique et que la politique non assumée produit de l'ineffi-

21. Dans le domaine de l'eau, voir: www.worldwatercouncil.org.

cacité, ne serait-ce que pour relayer les demandes locales. Toutefois, considérer les ONG de manière isolée conduit à oublier leur efficacité globale. En effet, les ONG ne refont pas le monde sur le terrain, mais ont besoin du terrain pour refaire le monde. L'honnêteté des quatre ONG à Patzcuaro produit de la légitimité dans l'opinion pour l'ensemble des ONG. Dans ce jeu de miroirs entre le local et l'international et entre réalités et désirs, l'apolitisme des ONG, inefficace sur le terrain, ne l'est pas nécessairement sur le plan des perceptions globales dans l'opinion publique. Il conduit à s'interroger si elles doivent entrer ou non dans l'arène politique.

La contradiction politique du danseur

Au sein des associations, le monde des ONG prend en écharpe la gouvernance mondiale depuis les micro-chantiers jusqu'à l'influence acquise auprès des gouvernements nationaux et dans les forums internationaux, ce que n'ont jamais pu réaliser les internationales du travail par exemple. Curieusement, les bateaux véhiculent une charge symbolique dotée d'une efficacité redoutable, avec GreenPeace en premier lieu. L'actualité récente a mis en exergue le bateau de l'organisation néerlandaise *Women on Waves*: un bateau devait mouiller au Portugal pour «seulement» informer des possibilités de planning familial. Les promoteurs de l'opération ont ravivé un douloureux débat national et peut-être fait pencher la balance du côté des défenseurs de la liberté individuelle. L'approche microscopique ne peut donc se comprendre sans référence aux propriétés macroscopiques des ONG. L'effet de tenaille, qu'illustrent autant la société Audubon que le navire néerlandais, est de faire de la politique sans en avoir l'air. C'est la contradiction du danseur de Kundera: entre honnêteté comme sauvegarde ou prêche comme source d'efficacité.

L'alternative du danseur déplace l'analyse des acteurs dans le jeu mondial. Cette perspective souligne deux contradictions et donc deux sources d'incompréhension entre le Nord et le Sud. La première concerne les moteurs sociaux qui animent la dynamique des ONG. Au Nord, la démocratie a engendré la post modernité, qui a fait exploser le nombre d'associations en changeant leur nature, lesquelles ont produit les ONG dont la force est l'effet de tenaille évoqué. Même si on récusé l'importance de la postmodernité, le raccourci devient le suivant: de la Démocratie vers les ONG. Au Mexique, la causalité est inverse car les ONG luttent d'abord contre un régime autoritaire: des ONG vers la Démocratie.

Tab. 3 – Le partage des tâches entre ONG

	Apolitique	Politique
International		NORD
National	NORD	SUD
Local	NORD et SUD	SUD

Cette première incompréhension en entraîne une seconde sur le partage des tâches entre le Nord et le Sud. En effet, les ONG du Nord conduisent des actions politiques au niveau international et apolitiques sur le terrain. Sans coordination préalable, les ONG au Mexique occupent le niveau politique national et éventuellement local (tab. 3). Or, les ONG nationales manquent de fonds par méfiance dans le pays et par l'apolitisme national des ONG internationales. Contradictions et non-dits mériteraient une révision pour relancer la réflexion sur le rôle du danseur: il peut être efficace comme tout saltimbanque dont l'art repose sur les émotions, mais cette efficacité est hasardeuse. Faire prêcher les ONG au Nord auprès de l'opinion et au Sud auprès des gouvernements serait plus efficace, mais aurait pour prix un changement de paradigme.

BIBLIOGRAPHIE

- ALATORRE G., AGUILAR J. [1994], «La identidad y el papel de las ONG's en el ámbito rural», *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 56, n° 2, p. 159-163.
- BARTRA R., OTERO G. [1988], «Crisis agraria y diferenciación social en México», *Revista Mexicana de Sociología*, Año L, n° 1, enero-marzo, Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM.
- BUTCHER J. [2002], «A new perspective of voluntarism and citizen participation in México: Recreating civil society/government relationships», in *Transforming Civil Society, Citizenship and Governance: The Third Sector in an Era of Global (Dis)Order*, Cape Town, South Africa ISTR Fifth International Conference.
- CÓRDOVA A. [1986], *La política de masas del cardenismo, Era, serie popular*, Octava edición.
- CORTÉS RUIZ C. [1994], «Las organizaciones no gubernamentales: un nuevo actor social», *Revista Mexicana de Sociología*, n° 2, abril-junio, IIS-UNAM, México.
- DE LA PEÑA G. et alii, *Antropología Social de la región purépecha*, Zamaora, El colegio de Michoacán.
- DEL MAR DÁVILA M. [1999], «La filantropía», *Revista Equis*, n° 18, octubre, México (Dossier: Cara y cruz de las ONG).
- ESPIN J. [1985], *Tierra fría, tierra de conflictos*, Zamora, El Colegio de Michoacán.
- FOY C., HELMICH H. (dir.) [1996], *L'opinion publique et le développement international*, Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), France.
- GORDON RAPAPORT S. [1997], «La cultura política de las ONG en México», *Revista Mexicana de Sociología*, año LIX, n° 1, enero-marzo, IIS-UNAM, México.
- GRAMMONT HUBERT C. de [2001], *El Barzón: clase media, ciudadanía y democracia*, México, Instituto de Investigaciones Sociales de la UNAM, Plaza y Valdés, 295 p.
- GUERRA RODRÍGUEZ C. [1994], «Democracia y participación ciudadana: ¿en busca de la equidad o de nuevos recursos?», *Revista Mexicana de Sociología*, Año LVI, n° 3, julio-septiembre, IIS-UNAM, México.
- HERNÁNDEZ NAVARRO L. [1995], «Notas sobre las ONG, la democracia y el desarrollo», *El Cotidiano*, n° 71, septiembre, UAM-A, México.
- INSTITUT NATIONAL D'ÉCOLOGIE [2003], *Diagnóstico bio-físico y socio-económico de la cuenca Lerma-Chapala*, www.ine.gob.mx/dgoece/cuencas/download/res_ejecutivo.pdf.
- JAFFRÉ B. [2004], «CSDPTT, Une ONG dans le monde des Télécoms: Un espace immense pour une marge de manœuvre étroite», <http://www.csdptt.org/article301.html>.

- JELIN E. [1994], «¿Ciudadanía emergente o exclusión? Movimientos sociales y ONGs en los años noventa», *Revista Mexicana de Sociología*, Año LVI, n° 4, octubre-diciembre, IIS-UNAM, México.
- LIPOVETSKI G. [1983], *L'ère du vide. Essai sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard.
- LÓPEZ E., VARGAS S., SOARES D. [2000], *Diagnóstico socioambiental de la cuenca del lago de pátzcuaro*, México, IMTA.
- MOLLARD E. [2005], «Les ambiguïtés du rapprochement gouvernement-ONG. Similitudes et divergences au Nord et au Sud», Rapport non publié IMTA-IRD.
- MOLLARD E., VARGAS VELÁSQUEZ S. [2004], «Valores ambientales en la población rural y urbana: implicaciones políticas en el caso del lago Chapala», III Encuentro Chapala.
- MOLLARD E., VARGAS VELÁSQUEZ S. [2002], «“Que se seque el pinche lago!” Las asociaciones de usuarios de riego ante los retos ambientales (México)», Porto Alegre Alasru.
- MONSIVÁIS C. [1986], *Entrada libre. Crónica de la sociedad que se organiza*, México, Ediciones Era.
- NUÑEZ M.A. [1989], *La agricultura tradicional de la cuenca de Pátzcuaro, Michoacán*, Pátzcuaro, Centro de Estudios Sociales y Ecológicos.
- OLVERA A. (coord). [2003], *Sociedad civil, esfera pública y democratización en América Latina: México*, CFE.
- OLVERA A. [2002], «Democracia y sociedad civil en México: lecciones y tareas», *Revista Comercio Exterior*, vol. 52, n° 5, Mayo, México.
- QUERO MORGAN [2003], «El Arte de la asociación – o una periferia que puede ser centro. Sociedad civil y gobernabilidad en Morelos», in A. Olvera, *Sociedad civil, esfera pública y democratización en América Latina: México*, CFE, p. 149-204
- RAMÍREZ J.M., DE LA TORRE R. [2003], «Conservadurismo, sociedad civil y gobernabilidad. Nuevas grupalidades en Guadalajara», in A. Olvera, *Sociedad civil, esfera pública y democratización en América Latina: México*, CFE, p. 284-348
- RELLO F. [1986], *El campo en la encrucijada nacional*, SEP.
- REYES JAVIER Y ESTEVA J. [2003], *El desarrollo social y ambiental en la región de Pátzcuaro*, in <http://tariacuri.crefal.edu.mx/sigapatz/sigapatz/general/marcoconceptual/joquinesteva/1.html>.
- RIEUNIER G. [2001], *Les associations de solidarités internationales face aux médias*, Institut d'Études Politiques Lille II, Rapport.
- ROMERO PÉREZ R., MOLLARD E. [2003], «Las sociedades de responsabilidad limitada. ¿Un espacio de representación de interés agroempresarial?», Coloquio ANEIH, Zacatecas.
- RYFMAN P. [2004], *Les ONG*, Paris, La Découverte.
- SALAMON L.M., ANHEIR HELMUT K. [1995], «En busca del sector no lucrativo I: la cuestión de las definiciones», *Umbral XXI*, número especial, marzo, Universidad Iberoamericana Santa Fe, México.
- TERRE DES HOMMES FRANCE [1997], *El derecho a la equidad*, Barcelona, Icaria editorial.
- TOLEDO VICTOR M. et alii, [1992], *Plan Patzcuaro 2000. Investigación multidisciplinaria para el desarrollo sostenido*, Morelia, Mexico, Friedrich Ebert Stiftung.
- TORRES G. [1998], «Las siete vidas de El Barzón: tensiones en la construcción de una fuerza política nacional», in E. Gutiérrez (coord.), *El debate nacional*, t. 4: Los actores sociales, México, U. De Guadalajara – Editorial Diana, p. 315-340.
- TRIOMPHE B., ROCHA J.R., HOCDÉ H., CHIA E. [2003], «Partnerships, farmer participation and conservation agriculture: Initial experiences and lessons from the Bajío (Mexico)», in *Proceedings, 2nd World Congress on Conservation Agriculture*, Iguacu, Brasil.
- VÁZQUEZ L. [1986], *Antropología de la comunidad indígena en Michoacán*, Morelia.
- WARMAN A. [1985], *Ensayos sobre el campesinado en México*, Nueva Imagen, Cuarta edición.